

# Le pouvoir aux travailleurs

06 Janvier 2013

N° 187

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- DRAME DU PLATEAU : LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE ! .....	2
- DE L'ARGENT, IL N'Y EN A QUE POUR LES RICHES ET LEURS SERVILES SERVITEURS AU POUVOIR ! .....	3
- ABIDJAN VILLE LUMIÈRE : PAS POUR TOUT LE MONDE ! .....	4
- AUGMENTATION DU PRIX DU GAZ DOMESTIQUE : VOILA LE CADEAU DE NOUVEL AN DU GOUVERNEMENT AUX PAUVRES ! .....	4
- UN DESERT DANS LA COMMUNE D'ABOBO ! .....	4 - 5
- G4S : UNE SITUATION REVOLTANTE ! .....	6
- LA COLÈRE DES AGENTS DE SANTÉ AU CHOMAGE .....	6
- DARLING : APRÈS AVOIR REMPLI SES MAGASINS, LE PATRON NOUS MET EN CONGÉ FORCE .....	6
- CIMAF : LES TRAVAILLEURS EN COLÈRE CONTRE LES MAUVAIS TRAITEMENTS .....	7
- IL N'Y AURA AUCUN LOGEMENT POUR LES PAUVRES .....	7 - 8
- A QUI PROFITERAIT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ANNONCÉE POUR L'AFRIQUE EN 2013 ? .....	9 - 10
- KIVU (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO) : VICTIMES DES BANDES ARMÉES ET DES GRANDES PUISSANCES .....	10 - 11

**DRAME DU PLATEAU : LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE !**

Dans la nuit du 31 décembre, l'irresponsabilité des autorités publiques a fait officiellement 63 morts et de nombreux blessés dont plusieurs gravement. N'ont-t-elles pas lancé des annonces à la télévision, des jours durant, pour inviter la population à se rendre nombreuse, au Plateau, pour venir regarder le feu d'artifice ? N'ont-elles pas dit que la sécurité serait assurée ? Alors pourquoi autant de morts et de blessés ? Parce que des criminels ont fait passer des centaines de milliers de personnes sur une rue mal éclairée, dont la chaussée était encombrée de véhicules, laissant uniquement aux foules nombreuses deux trottoirs dont l'un était piégé par des rondins de bois posés de travers, soi disant pour barrer le trou béant d'un chantier en construction. Les organisateurs de cette manifestation, ne savaient-ils pas que des gens pouvaient y trébucher et tomber ? Manifestement, ils s'en fichaient, puisque cet endroit était réservé uniquement aux pauvres ! Pour accueillir les riches, le jardin de l'hôtel Ivoire avait spécialement été aménagé, sur l'autre rive de la lagune !

Et ce sont ces criminels-là qui osent dire aujourd'hui que ce sont les parents qui ont laissé leurs enfants sortir sans les accompagner ce soir-là qui sont responsables de leur mort !

Le lendemain, le Premier ministre annonçait à la presse, avec une solennité hypocrite, qu'une enquête était en cours ! En même temps, il donnait déjà sa propre conclusion en affirmant que son gouvernement n'était aucunement responsable de ce drame. Selon lui, toutes les mesures de sécurité avaient été prises ! Bien sûr, ce n'est tout de même pas lui et son ministre de l'Intérieur qui se feront hara-kiri pour quelques misérables morts !

Oui, dans ce pays quand on est pauvre, on ne compte pas aux yeux du gouvernement et des capitalistes. Pour eux, nous sommes tous justes bons à être exploités et opprimés. Il faut que cela change, que les travailleurs fassent valoir leur droit à la vie, à la dignité et à des conditions d'existence décentes. Mais tout cela, les travailleurs ne pourront l'obtenir que par la lutte collective. Cela nécessite l'existence d'une organisation de combat car le gouvernement et les capitalistes dont il est le serviteur, ne l'accepteront jamais de bon cœur.

**DE L'ARGENT, IL N'Y EN A QUE POUR LES RICHES  
ET LEURS SERVILES SERVITEURS AU POUVOIR !**

Tout en annonçant qu'une « *nouvelle grille salariale* » est en préparation dans la fonction publique, le gouvernement prévient qu'elle sera, dans tous les cas, conditionnée par le résultat d'un « *audit de la masse salariale des fonctionnaires de l'Etat... en vue de faire une comparaison avec les autres pays ayant le même niveau de développement que la Côte d'Ivoire* ».

Cela veut dire qu'il veut garder tout l'argent pour payer grassement les ministres, les hauts dignitaires de l'Etat, les députés et les Frci, qui constituent déjà à eux seuls la grande partie de la dite « *masse salariale* ». Quant aux autres, ceux qui sont utiles à la société, les agents hospitaliers ou les enseignants par exemple, le nouveau gouvernement leur rappelle qu'il n'y a rien pour eux !

Les travailleurs du secteur privé le savent bien. Leurs patrons se comportent de la même façon. De l'argent pour engraisser les riches actionnaires, il y en a, mais pas pour

payer correctement les travailleurs qui produisent pourtant ces richesses !

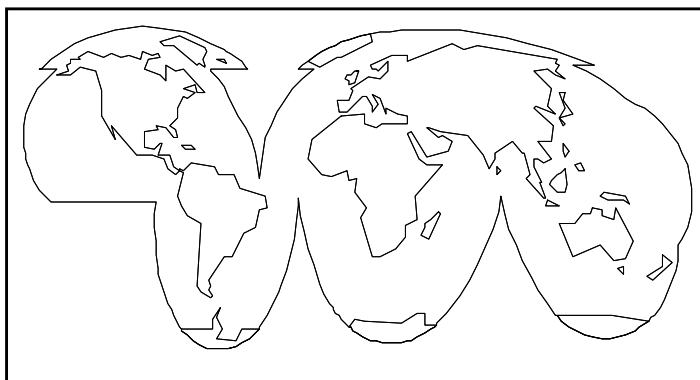
Cette réalité n'est bien sûr pas chose nouvelle. Cela fait 25 ou 30 ans que les salaires des travailleurs n'ont pas bougé alors que la vie est devenue d'année en année plus chère.

Pour amuser et occuper quelques hauts dirigeants syndicalistes, gouvernement et patronat ont organisé durant plusieurs jours un « *forum social* » dans un hôtel de luxe à Yamoussoukro. Qu'en est-il donc sorti ? Rien du tout !

Le patronat ne lâchera rien aux travailleurs sans y être contraint. Et pour cela les travailleurs ne peuvent pas compter sur le gouvernement, ni même sur les directions syndicales car ce sont des alliés de la classe des capitalistes.

Souhaitons donc, que cette nouvelle année 2013, les travailleurs, tous ensemble, sauront donner le ton qui s'impose pour se faire entendre et défendre leurs intérêts, à commencer par le pouvoir d'achat largement entamé par la rapacité des capitalistes !

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# L E U R S O C I E T E

## ABIDJAN VILLE LUMIÈRE : PAS POUR TOUT LE MONDE !

Quelle publicité le gouvernement, par l'intermédiaire des journalistes à sa botte, n'a-t-il pas fait autour de ces lumières qui illuminent quelques artères d'Abidjan, à l'occasion de la fête de fin d'année ? C'est ça leur fierté ! Amuser la galerie leur coûte évidemment moins cher ! Et tant pis, d'ailleurs, si des pauvres en crèvent ! C'est ce qui s'est passé, puisqu'ils n'ont même pas été fichus de remplacer les ampoules grillées sur les lampadaires de cette rue où sont morts plusieurs dizaines de personnes, faute d'éclairage !

C'est finalement à l'image de la société capitaliste : les quartiers pauvres n'ont souvent ni eau, ni électricité, ni éclairage dans les rues ; ni d'ailleurs d'égouts dignes de ce nom ! Pour la classe dominante, l'essentiel n'est-il pas que ses villas reçoivent assez d'eau pour alimenter ses piscines et arroser ses jardins ? Assez de courant, pour éclairer ses quartiers et alimenter ses entreprises ? Assez de main-d'œuvre corvéable et bon marché pour avoir de la chair à exploiter ?

## AUGMENTATION DU PRIX DU GAZ DOMESTIQUE : VOILA LE CADEAU DE NOUVEL AN DU GOUVERNEMENT AUX PAUVRES !

Le gouvernement a décidé d'augmenter le prix du gaz. Ainsi, officiellement la bouteille de 6kg qui était vendue à 1800 F est passée à 2000 F et celle de 12 kg de 4000 F à 5200 F. soit une augmentation de 1200 F pour la grande bouteille, sans oublier que les prix officiels ne sont pas respectés par les commerçants. C'est autant d'argent qui est arraché aux ménages. Cette augmentation plombera surtout les ménages pauvres, quand on

sait ce que sont les revenus des travailleurs. Les dignitaires à la tête du pays pondent des discours sur la lutte contre la pauvreté, car cela ne leur coûte rien.

L'Etat pourrait bien continuer à subventionner le prix du gaz, même si les coûts ont connu une hausse sur le marché international. Mais les tenants du pouvoir préfèrent s'en décharger sur la population, quitte à aggraver la pauvreté dans les classes laborieuses.

## UN DESERT DANS LA COMMUNE D'ABOBO !

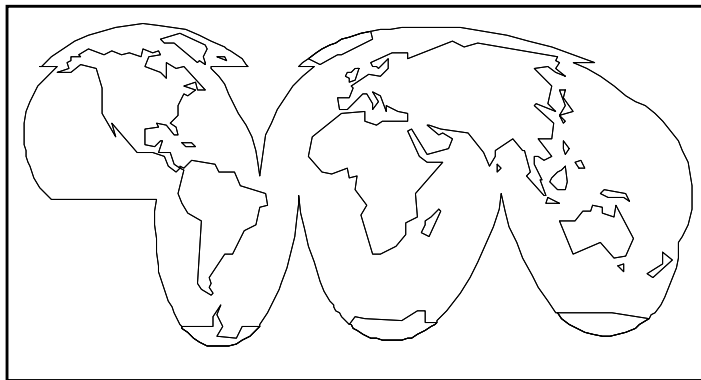
« *Désert* » : c'est le nom d'un quartier d'Abobo situé au nord de la commune derrière le quartier Plaque. Il porte ce nom parce que celui-ci manque cruellement d'eau courante. Pour s'approvisionner, les habitants, surtout les femmes et les enfants, doivent se

réveiller chaque jour très tôt et parcourir au moins un kilomètre, des bidons sur la tête, pour aller chercher de l'eau dans les autres quartiers. Souvent c'est toute la matinée qui est consacrée à la recherche d'eau. Les établissements scolaires qui comptent des centaines

**L E U R      S O C I E T E**

d'élèves ne bénéficient d'aucune installation d'eau courante. Une question posée à un habitant du quartier : « *pourquoi appelez-vous votre quartier Désert ?* », il répond ironiquement « *il n'y a que dans le désert qu'on ne trouve pas d'eau et comme dans notre quartier il n'y a pas d'eau, nous avons décidé de l'appeler Désert* ».

Nous ne sommes pas dans le sahel. Nous sommes bien dans une zone forestière où les pluies sont abondantes avec des fleuves et des lagunes en abondance. Mais paradoxalement il y a une partie de la population qui manque cruellement d'eau. D'ailleurs, ce quartier n'est pas le seul à souffrir de ce manque !

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS****UNISSONS-NOUS !**

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---



---

### G4S : UNE SITUATION REVOLTANTE !

---

Des vigiles de la société de sécurité Groupe Quatre Sécurité (G4S) sont menacés de la suppression de la moitié de leur salaire, parce qu'ils se seraient absentés de leur poste la soirée du 31 décembre. A l'instar de ceux-ci, nombreux sont des travailleurs qui sont privés de ces rares moments de joie que

sont les fêtes de fin d'année, car les patrons les obligent à être présents à leur poste, parfois sans contrepartie. Cette situation est révoltante quand on sait que les patrons eux-mêmes ne se privent jamais de ces moments qu'ils passent en famille.

---

### LA COLÈRE DES AGENTS DE SANTE AU CHOMAGE.

---

Les agents de santé de trois promotions (2007-2010 ; 2008-2011 ; 2009-2012) issues de l'INFAS (Institut de Formation des Agents de la Santé) ont prévu une manifestation le 13 janvier pour crier leur ras-le-bol. En effet, ces diplômés de la santé, après leur formation, continuent à être au chômage. Pourtant, après une première

manifestation qui s'était déroulée le 20 février 2012, le chef de l'Etat lui-même avait promis recruter 4.406 agents de la santé tous corps confondus, car, dit-il, la santé serait l'une de ses priorités. Ce dernier tardant à tenir sa parole, les agents de la santé font bien de maintenir la pression pour lui rafraîchir la mémoire.

---

### DARLING : APRÈS AVOIR REMPLI SES MAGASINS, LE PATRON NOUS MET EN CONGÉ FORCÉ

---

Darling est une entreprise de fabrication de mèches pour les cheveux. Elle se répartie entre deux usines, une à l'entrée de la zone industrielle et une autre au quartier MICA0.

Durant les mois d'octobre jusqu'à début décembre, la direction nous a fait travailler à plein temps avec des heures supplémentaires obligatoires. Même les samedis, nous avons été réquisitionnés pour venir travailler. Mais une fois la production atteinte, la direction a vite fait de se débarrasser de nous. Les collègues de la deuxième unité de MICA0 ont été libérés le 20 décembre pour ne revenir que le 7 janvier.

Dans la première unité, les collègues ont été relâchés fin décembre

pour reprendre aussi le 07 janvier. Pour ces jours de congé forcé, la direction a promis de payer le salaire des embauchés. Mais ces derniers rattraperont pendant 4 mois ces jours non ouvrés en travaillant les samedis.

Quant aux journaliers ; ils sont les laissés-pour-compte car considérés comme une sous-catégorie de travailleurs malgré des années d'exploitation passés à produire pour cette entreprise.

Pour notre patron, comme pour tous les patrons, nous ne sommes que de la main d'œuvre corvéable à merci ! Il faudrait qu'un jour, nous luttons tous ensemble, embauchés et journaliers, pour faire reconnaître nos droits.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### CIMAF : LES TRAVAILLEURS EN COLÈRE CONTRE LES MAUVAIS TRAITEMENTS

---

CIMAF (cimenterie africaine) est la nouvelle cimenterie en construction à la zone industrielle de Yopougon. Sa construction est confiée à une entreprise indienne du nom de CSL. Elle emploie aujourd'hui plus d'une centaine d'ouvriers. Mais CSL, comme toutes les entreprises qui opèrent dans ce secteur, ne se soucie pas des conditions de travail de ses employés. Pas plus qu'elle ne respecte les dates de paiement des salaires. C'est d'ailleurs ce qui a provoqué un arrêt de travail le 03 janvier dans l'après-midi.

Ci-dessous, le témoignage d'un travailleur :

*« Depuis le début du chantier, la direction, à chaque fois, tergiverse sur la date de la paie. Auparavant elle avait dit que tous les premiers samedis du mois, elle s'engageait à payer le salaire. Mais très vite, elle n'a pas respecté son engagement. Ce qui a provoqué notre colère. Suite à ce premier mouvement, elle s'est engagée à nous verser les salaires tous les trois du mois. Mais dans le mois de décembre, comme nous ne touchons pas d'acompte, nous avons espéré être payés avant la fête. Ce qui ne fut pas le cas. A notre retour des*

*fêtes, les travailleurs avaient déjà gros sur le cœur. Et voilà que le 03 janvier, le patron vient nous dire de patienter. C'est ce mot qui a mis de l'huile sur le feu qui couvait déjà. Immédiatement, nous nous sommes regroupés pour décider de marquer un arrêt jusqu'à ce qu'il nous paye le salaire. Le lendemain vendredi, la direction a reçu une délégation de 4 collègues. Nous avons profité pour exposer d'autres revendications comme l'augmentation de salaire et les mesures de sécurité sur le chantier car nous sommes maintenant à une hauteur de 17m.*

*Le patron, au lieu de chercher à nous donner satisfaction, a commencé par dire que la loi l'autorise à payer le salaire jusqu'au 08 du mois. Nous lui avons répondu qu'il n'est pas question de parler de droit ni de loi ici. Notre salaire ou la grève continue. Voyant la détermination des travailleurs, il a dépêché son comptable à la banque. Mais nous sommes vendredi dans la mi-journée. Est-ce qu'il pourra avoir de l'argent ? Quoi qu'il en soit, nous, nous avons décidé de faire la grève jusqu'à la paie de notre salaire. »*

---

### IL N'Y AURA AUCUN LOGEMENT POUR LES PAUVRES

---

Lors de son message de vœux de nouvel an, le président a dit : « en matière de logement, 2013 verra aussi « l'intensification » de la réalisation de logements sociaux et économiques. L'objectif pour les trois prochaines

*années est de réaliser 50.000 logements à Abidjan et 10.000 à l'intérieur... »*

Ce qui est sûr, c'est que même si le gouvernement arrivait à construire ces logements ça ne sera pas pour satisfaire

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

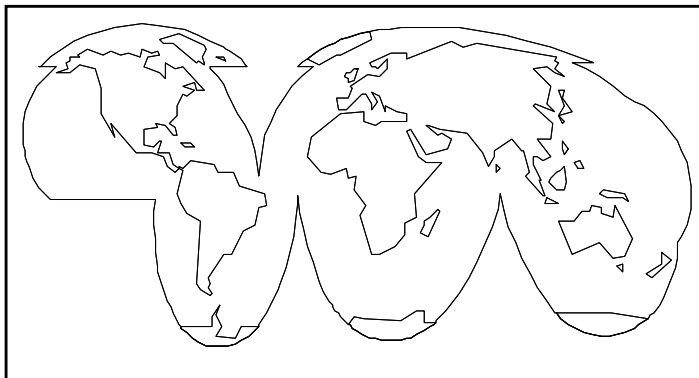
les populations pauvres. Déjà, les prix annoncés le montrent. Or, avec les salaires de misère qui n'arrivent pas à nourrir la famille, où est ce qu'un ouvrier du bâtiment ou de la zone industrielle peut-il trouver l'argent pour s'acheter un logement ?

Dans l'entendement de ces messieurs, il ne s'agit pas de construire des logements pour les populations mais plutôt pour des gens solvables.

Pourtant il manque cruellement de logements décents pour loger les gens pauvres. Des familles croupissent dans des bidonvilles, dans des quartiers précaires. Chaque année il y a des victimes, des morts et des sans-abris, suite à des inondations, à des éboulements de terrain ou à de fréquents incendies.

Mais cela ne fait ni chaud ni froid au gouvernement.

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !



A QUI PROFITERAIT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ANNONCÉE  
POUR L'AFRIQUE EN 2013 ?

Les instituts de prévision pensent que pour l'Afrique subsaharienne le taux moyen de croissance économique pour l'année 2013 sera égal ou supérieur à celui de l'année dernière, voire de la décennie écoulée durant laquelle il aurait avoisiné 5%.

Les économistes liés aux milieux des affaires osent même dire (on ne sait pas s'ils le pensent vraiment) que « *le continent a de quoi se réjouir* » car dans les pays riches, les taux de croissance continuent de baisser.

Si les choses vont si bien en Afrique, comment expliquent-ils que des millions de gens sont toujours dans la misère et le dénuement ? Ce n'est certainement pas de gaîté de cœur que beaucoup de personnes prennent le large pour essayer de rejoindre un parent, un ami ailleurs, vers un ciel qu'ils espèrent plus clément.

Mais d'un certain point de vue, en tant que marché, l'Afrique intéresse les multinationales. Les êtres humains ne les intéressent qu'en tant que consommateurs ou en tant que chair à produire des profits. Chercher à nourrir, à vêtir, à doter les villageois en matériel agricole adapté à leurs besoins, ne rentre pas en ligne de compte dans leur considération. Le continent compte environ un milliard d'habitants, mais seuls les besoins de la minorité solvable sont pris en compte.

Les rois de l'agroalimentaire tels que Nestlé, Danone, Coca-cola et autres, ont des usines dans plusieurs pays d'Afrique. Ils font des bénéfices importants grâce au travail des salariés de ces usines. Des produits alimentaires et des boissons sortent, mais en général ils ne sont accessibles qu'à une frange de la population, notamment celle qui a

les moyens de faire les courses dans les supermarchés des grandes villes. Les boutiquiers des quartiers populaires ont quelques produits de base, mais les revenus des classes pauvres ne leur permettent pas toujours de s'en approvisionner.

Un haut cadre d'une grande entreprise américaine opérant au Ghana n'a pas forcément tort lorsqu'il constate « *qu'un nombre élevé de compagnies se ruent vers l'Afrique pour avoir leur part de ces opportunités* ». Certains économistes considèrent l'Afrique comme « *un nouvel eldorado pour les capitalistes* ».

#### Un exemple, l'Ethiopie

Ce pays est considéré comme ayant un taux de croissance parmi les plus élevés ces dernières années. C'est sûr qu'on peut faire parler les chiffres comme on veut qu'ils soient vus. En effet depuis quelques années le gouvernement de Meles Zenawi a procédé à des ventes des terres riches cultivables, à des sociétés capitalistes. Ce sont des centaines de milliers d'hectares qui ont été cédées à ces sociétés et continuent de l'être, pour la plantation de produits d'exportation.

C'est ainsi que des centaines de milliers de paysans sont chassés de leurs terres pour les besoins des riches capitalistes. Ces paysans rejoignent les rangs des chômeurs. Les chiffres de ventes de ces terres peuvent gonfler le PIB et les courbes de croissance économique, mais on ne dit pas que la misère augmente pour la population.

#### De façon générale

Faire du fric coûte que coûte en cherchant par exemple à vendre des

téléphones portables jusqu'à des endroits où les gens meurent de soif par manque d'accès à l'eau potable en dit long sur le caractère profondément aberrant de ce système pourri incapable de répondre ne serait-ce qu'aux besoins les plus criants. Les inventions scientifiques et les avancées technologiques permettent aux compagnies pétrolières de soutirer l'or noir depuis de grandes profondeurs. Leurs propriétaires en tirent des profits colossaux sans se préoccuper le moins du monde de chercher à résoudre ne serait-ce que le problème de l'eau pour les êtres humains qui vivent à deux pas des forages pétroliers.

Dans leur course effrénée aux profits, les capitalistes sont capables de choses ignobles. Par exemple pour faire du fric avec l'extraction des minerais nécessaires à la fabrication des

téléphones et ordinateurs portables, les industriels ne reculent devant rien. Ils ferment les yeux sur le travail des enfants que les bandes armées ou les militaires, qui leur servent d'intermédiaires, enrôlent.

Dans ces conditions comment s'étonner, que comme le reconnaissent certains hommes d'affaires, l'Afrique a le second taux au monde de « *retour sur investissement* », c'est-à-dire de taux de profit. Lorsque les « *investisseurs* » annoncent que cette année ils s'intéresseront encore plus à l'Afrique, ce n'est pas du tout sûr que cela soit effectif pour autant. Mais même si cela se produisait, aucune retombée ne sera automatique en faveur des travailleurs et des classes pauvres. Il faudra mener des luttes collectives dures pour arracher des améliorations.

**L'article ci-dessous est extrait de l'hebdomadaire de nos camarades de LUTTE OUVRIERE qui paraît en France.**

<p>KIVU (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO) : VICTIMES DES BANDES ARMÉES ET DES GRANDES PUISSANCES</p>
---

Le Kivu est une région de la République démocratique du Congo (RDC), ancien Congo belge. Elle est située à un millier de kilomètres à l'Est de la capitale, Kinshasa, et jouxte le Rwanda. Cette région est au cœur des convoitises des grandes puissances depuis plus d'un siècle.

L'indépendance du Congo belge avait été arrachée après une longue lutte le 30 juin 1960, mais ensuite les États-Unis et la France apportèrent leur appui à la Belgique pour que, dans les faits, rien ne change si ce n'est le développement de mouvements sur des bases régionalistes et ethniques. Ils soutinrent la sinistre dictature de Mobutu, installée par un coup d'État

préparé par la monarchie belge, l'ONU et la CIA. Trois décennies durant, ce régime assurera aux compagnies minières la mainmise sur les immenses richesses du sous-sol de différentes provinces, parmi lesquelles le Kivu.

**Une conséquence de l'opération « *Turquoise* »**

La situation dramatique actuelle au Kivu est une conséquence du génocide au Rwanda où le régime, sous haute protection de la France et de son armée, fit assassiner par centaines de milliers les Tutsis et tous les opposants hutus au régime. En 1994, lorsque le Front patriotique rwandais (FPR) de

Paul Kagamé, s'appuyant sur les Tutsis, menaçait le régime, l'armée française, sous mandat de l'ONU, s'interposa pour ralentir la marche du FPR, puis pour permettre aux sbires du régime et aux bandes de massacreurs de fuir et de se réfugier au... Kivu. Ce fut « *l'opération Turquoise* ».

Un million et demi de réfugiés hutus en provenance du Rwanda voisin y affluèrent, encadrés par l'armée et les milices hutues, avec l'aide de Mobutu et de l'armée française. Le pays en fut déstabilisé. Le Kivu servait de base arrière aux opposants au régime de Kagamé et de son côté celui-ci voulait profiter de l'affaiblissement de Mobutu pour accéder aux richesses minières de cette région. En octobre 1996, le Congo plongeait dans la guerre, qui se solda six mois plus tard par la chute de Mobutu, sans que la population voie son sort s'améliorer. Le pays restait dans un état délirant, et les bandes armées reconverties ou pas en bataillons de l'armée régulière de la RDC continuèrent à faire régner la terreur dans le Kivu.

### **Nouvelle intervention de l'ONU**

En 1998, une nouvelle guerre se déclencha, allant jusqu'à impliquer huit États de la région, ce qui conduisit l'année suivante les grandes puissances

à créer, dans le cadre de l'ONU, une mission de « *stabilisation* », forte de quelques 20 000 hommes, qui comme toujours est là non pas pour « *garantir la paix* » mais simplement pour assurer la continuité des affaires des groupes capitalistes qui, guerre ou pas, continuent l'exploitation des richesses du pays. Ces grands groupes sont intéressés en particulier par la cassitérite, un minerai dont on tire l'étain, ou le coltan, utilisé dans l'industrie électronique, ou encore les réserves de pétrole que recèle le Kivu.

Comme dans toutes les guerres en Afrique, du Congo au Sierra Leone, derrière les bandes armées locales, il y a les intérêts des différents groupes capitalistes rivaux et leurs États respectifs. L'armée officielle de la RDC n'est qu'une bande armée parmi d'autres.

Et c'est bien pour le bénéfice des grands groupes industriels et financiers des métropoles impérialistes prétendument civilisées que les populations du Kivu subissent les viols, les assassinats, les enlèvements destinés à recruter des enfants-soldats, et qu'elles sont abandonnées à la loi des bandes de tueurs, y compris l'armée officielle de la RDC, qui bénéficie de la complicité des forces de l'ONU.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.